



C E T R I

Centre tricontinental

# SPORT ET MONDIALISATION SONT INTIMEMENT LIES

Laurent Delcourt

**Loin des réjouissances populaires que peuvent apporter un Euro de football ou des Jeux olympiques, la face cachée du sport est peu reluisante. Globalisation néolibérale, évasion fiscale, corruption et inégalités sont les gammes d'une partition qui ne profite qu'à quelques privilégiés. Décryptage.**

## Comment le sport-business a-t-il pris une telle ampleur ?

Durant le 20e siècle, le sport s'est largement démocratisé et a connu une expansion vertigineuse. C'est notamment dû, dans les années 50, à l'avènement des congés payés, à l'accroissement des temps libres ainsi qu'à la démocratisation du coût des transports, qui ont permis au plus grand nombre d'assister à des compétitions sportives. Ensuite, l'un des facteurs majeurs, c'est le développement des télécommunications (télévision, Internet...) qui a fait du sport un spectacle global par excellence.

De manière générale, l'histoire du sport et surtout du sport-business est étroitement liée à l'histoire de la mondialisation. Dans les années 70 et surtout 80, les dynamiques marchandes vont s'imposer en économie comme en sport. Le sport de haut niveau va d'ailleurs se convertir totalement à l'économie de marché et y puiser des modèles de gestion dans un univers culturel propice à une telle orientation. Les liens entre sport et mondialisation vont même plus loin : le sport apporte une sorte de légitimation idéologique à la compétition économique mondiale tandis que la mondialisation participe au développement, à la diffusion et à la valorisation du sport.

## Dans votre ouvrage<sup>1</sup>, vous dénoncez le fait que les retombées des événements sportifs ne profitent qu'à quelques privilégiés.

Effectivement. Comme au niveau de la sphère économique, ce sont les acteurs les plus puissants qui engrangent les bénéfices. Au niveau de la sphère sportive, les clubs les plus riches sont devenus de véritables entreprises multinationales, surtout depuis la libéralisation des droits de télévision. Ce sont des acteurs tout puissants qui distribuent des dividendes, qui étendent leur emprise et leur image au-delà des frontières nationales, qui ont des supporters-clients aux quatre coins du monde... Même en Asie, on trouve des fans de grands clubs de football espagnols. Le FC Barcelone vit ainsi essentiellement de ses stratégies marketing et des droits télé.

Les fédérations transnationales se sont également enrichies de manière exponentielle avec la libéralisation des ondes et la privatisation des droits de télévision : en 1986, lors de la Coupe du monde au Mexique, la FIFA a touché 30,5 millions d'euros de droits. En 2010, pour le Mondial africain, ce montant passait à 2,4 milliards d'euros, soit une augmentation de 6000 %, en 25 ans à peine ! Le plus choquant, c'est que des organisations comme l'UEFA ou la FIFA sont en général exemptées d'impôts

<sup>1</sup> Laurent Delcourt (coord.), Sport et mondialisation, Alternatives Sud, Paris, Éditions Syllepse, Vol XXIII, N°1, 2016, 180 pages.

après des pays hôtes durant la durée du tournoi ! Ce n'est d'ailleurs pas pour rien si la FIFA s'est installée en Suisse, pays qui a une des législations fiscales les plus permissives. La FIFA pratique d'ailleurs allègrement l'optimisation fiscale... Certaines de ses filiales étaient même citées dans les Panama Papers.

### **Quelles sont les retombées économiques de ces grands tournois sur les populations locales ?**

Très faibles, voire négatives ! Le discours tenu par les organisateurs des Coupes du monde et autres Jeux olympiques (JO), c'est que ces événements majeurs sont un incubateur de développement. Ils permettraient de valoriser l'image internationale du pays hôte, amèneraient des flux de capitaux, dynamiseraient l'économie locale grâce à la construction de grands ouvrages et seraient même un facteur de cohésion sociale !

En fait, tout le discours sur les retombées économiques est façonné et appuyé par les grandes agences de consultance (PWC, Deloitte...) qui sont payées par les villes et États hôtes... et qui sont d'ailleurs des agences qui prônent elles-mêmes l'optimisation fiscale. Quand on y regarde de plus près, on se rend compte a posteriori que les retombées économiques sont rarement automatiques. Il peut arriver que ce soit le cas dans une ville comme Londres (JO en 2012), car elle est en capacité de faire en sorte qu'il y ait des impacts positifs. Mais ce n'est presque jamais le cas dans les pays du Sud. D'ailleurs, à l'heure actuelle, le gouvernement sud-africain est encore en train de payer les dettes liées à l'organisation de sa Coupe du monde (2010). Selon certains chiffres, le pays serait en train d'utiliser 5 % de son PIB à cet effet. Autre exemple : le Brésil. La ville de Rio vient de décréter « l'état de calamité publique » en raison de la grave crise financière qui empêche la ville d'honorer ses engagements pour la réalisation des JO. Ce qui pourrait exiger un rationnement des services publics essentiels ! Ajoutons à cela que l'organisation du Mondial et des JO a coûté 20 milliards d'euros au pays... Or, dès le début de son deuxième mandat, la présidente Dilma Rousseff a annoncé 20 milliards de coupes dans les budgets publics ! Aux JO de Pékin en 2008, là, ce sont les conséquences sociales qui furent terribles. On estime que 500.000 à 1 million de personnes ont été déplacées pour l'organisation des Jeux. Sans parler de l'esclavage moderne que subissent les ouvriers qui préparent la Coupe du monde 2022 au Qatar.

### **Comment expliquer que ces injustices ne soulèvent pas plus de révoltes ?**

Car une bonne majorité des gens à travers le monde participe à l'engouement de ces grandes « fêtes ». Mais on assiste à des réactions de révolte de plus en plus nombreuses. Au Brésil, en juin 2013, on a connu des mobilisations qui dénonçaient les coûts exorbitants du Mondial. Un Comité populaire de la Coupe du monde et des olympiades s'est formé pour dénoncer les abus. Ailleurs, des voix s'élèvent enfin contre la FIFA qui impose ses propres règles en dehors des législations nationales. En France, Nuit Debout a contesté l'Euro de football et une carte blanche 2 a dénoncé le coût de l'organisation, alors même que la situation sociale du pays est catastrophique. Globalement, c'est le contexte socioéconomique qui rend de plus en plus illégitime ce type de dépenses publiques au profit du sport-business.

### **Comment faire pour que ces retombées soient plus égalitaires ?**

Il faut plus de régulation de ces grands événements ! Cela passe notamment par une imposition juste des grandes fédérations sportives et des multinationales qui tirent des bénéfices gigantesques de ces grands tournois. Il faut aussi associer les vendeurs et les populations locales pour qu'elles puissent directement tirer profit de l'événement. Le tout en définissant des objectifs à long terme pour la ville ou le pays hôte. Aujourd'hui, on fonctionne à l'envers. Là où les investissements sont publics, les bénéfices sont, eux, privatisés ! Le problème, c'est que si un pays refuse d'accorder des privilèges aux organisateurs, il n'a aucune chance d'obtenir la compétition chez lui.

### **Le sport est-il condamné aux inégalités ?**

Tout à fait. On se rend d'ailleurs compte que, à de rares exceptions près, la distribution des médailles et des titres recoupe les écarts économiques existant dans la mondialisation : ce sont globalement les nations les plus développées économiquement qui raflent les succès. Car elles ont les capacités d'investir dans les infrastructures et les athlètes. Les pays du Sud, quant à eux, fournissent surtout leurs bras dans les ateliers qui fabriquent les chaussures des champions... Enfin, si l'on prend les chiffres

dans leur globalité, le sport correspond à 3 % du commerce international et à 150 milliards de chiffre d'affaires. 80 % des bénéfices reviennent à l'Europe, aux États-Unis et au Japon. Les miettes, c'est pour les autres.

### **L'Euro de football en France a également montré comment le politique pouvait se servir du sport à d'autres fins...**

Exactement. Selon Manuel Valls, l'Euro devait servir à unir les Français, à rehausser l'image de la France. Soit une manière de détourner l'attention sur les problèmes dans lesquels le pays est empêtré. À tel point qu'il appelait même les contestataires à « déposer les armes » et qu'il a menacé d'interdire les manifestations et de réquisitionner les transports publics pendant l'Euro. Le maire de Rio tient le même discours à l'approche des JO. Il craint comme la peste des actions lors de la cérémonie d'ouverture. La répression risque d'être massive.

**Propos recueillis par Nicolas ROELENS**

**Laurent Delcourt est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).**

**Article paru dans la revue Démocratie, n°7-8, juillet-août 2016.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

